

Pour sauver l'emploi, dopons nos entreprises

Alors que le président de la République réunit ce jeudi à l'Élysée les partenaires sociaux, Éric Bismuth, le président et fondateur de Montefiore Investment, détaille dans une tribune pour Le Figaro les clés d'une reprise réussie en France.

Par Eric Bismuth

Publié le 04/06/20 à 06:00



Éric Bismuth, Président de MONTEFIORE INVESTMENT.

«Face à la crise brutale que nous vivons, notre système social constitue un amortisseur précieux à court terme. Mais il anesthésie les acteurs, qui peinent à faire un diagnostic lucide: le risque d'un chômage de masse aux conséquences dramatiques est extrême. À partir de quelques constats simples, je voudrais partager quatre propositions réalistes au service d'un seul objectif: l'emploi.

Les entreprises sont en danger, pas les consommateurs. De nombreuses PME/ETI sont menacées de disparition; les entrepreneurs, qui voient s'évaporer le fruit d'années de travail, sont les vrais perdants de la crise. À l'inverse, les consommateurs ont majoritairement maintenu leurs revenus pendant la crise sanitaire et pourront puiser dans leur épargne, la confiance revenue. Si des mesures de soutien sont nécessaires pour les secteurs les plus affectés comme le tourisme ou l'automobile, le cœur de l'effort doit porter sur le soutien à l'offre plutôt qu'à la demande.

« Les entreprises sont en danger, pas les consommateurs. De nombreuses PME/ETI sont menacées de disparition; les entrepreneurs sont les vrais perdants de la crise »
Éric Bismuth

La bataille de la liquidité est gagnée. L'effet de la crise sur la trésorerie des entreprises aurait pu déboucher sur des faillites généralisées comme en 1929. Grâce à la mise en place très rapide du PGE, sous l'impulsion du gouvernement et avec le soutien de la BPI et des banques, ce scénario noir a été évité.

L'État ne peut pas tout. Aujourd'hui, la demande d'assistance vient de partout. On voit ressurgir le rêve d'un État omniprésent, alors même que la crise sanitaire a montré la faiblesse d'un secteur public centralisateur. Ce sont les patrons de PME et d'ETI qui détiennent la clé de la relance, pour s'adapter, innover, et croître dans un monde qui bouge très vite. À leurs côtés, la crise a conforté le rôle du capital investissement pour renforcer leurs fonds propres et accompagner activement leur transformation.

Il faudra rembourser la dette. Avec l'injection massive d'argent par le gouvernement, le fantasme d'un puits sans fonds justifiant toutes les dépenses refait surface. Ne faut-il pas affirmer plus clairement que seule la croissance vertueuse (donc l'efficacité de chaque euro investi par l'État) permettra de réduire progressivement la dette?

« Pour sauver l'emploi, il faut d'abord restaurer les comptes d'exploitation et alléger les charges sociales payées par les entreprises, deux fois plus élevées en France qu'en Allemagne » Éric Bismuth

Proposition 1: diviser par deux les charges sociales des entreprises

Pour sauver l'emploi, il faut d'abord restaurer les comptes d'exploitation et alléger les charges sociales payées par les entreprises, deux fois plus élevées en France qu'en Allemagne. Cette baisse, appliquée à tous les salaires, contribuerait à protéger les emplois existants et encouragerait les emplois nouveaux dans les sociétés en croissance. Elle serait en partie financée par les économies induites sur le chômage ainsi évité et par les créations d'emplois dans les secteurs où les services sont réduits car trop chers, comme la distribution.

Proposition 2: faciliter le remboursement des PGE par les PME grâce à un crédit d'impôt assis sur la rémunération des salariés

Le PGE, réponse judicieuse à l'urgence, constitue aussi une bombe à retardement pour les PME. Cet endettement supplémentaire limitera investissement et création d'emplois et n'empêchera pas de graves difficultés financières.

L'État pourrait aider les PME et les ETI en leur accordant un crédit d'impôt pendant quelques années, assis sur le montant des salaires versés, permettant en moyenne d'effacer les PGE en cinq ans. Pour les sociétés ayant bénéficié d'un PGE, ce crédit d'impôt s'imputerait prioritairement sur le remboursement de celui-ci, tandis que pour les autres, il pourrait s'imputer sur l'impôt sur les sociétés.

« Les jeunes arrivant sur le marché du travail en période de crise sont confrontés à des difficultés décuplées. Malgré les réformes, le système actuel des CFA reste archaïque, opaque et coûteux » Éric Bismuth

Proposition 3: favoriser l'apprentissage en entreprise

Les jeunes arrivant sur le marché du travail en période de crise sont confrontés à des difficultés décuplées. Malgré les réformes, le système actuel des CFA reste archaïque, opaque et coûteux. Il pourrait être remplacé à coût inférieur par un modèle où les entreprises seraient les acteurs centraux de

la formation des apprentis, avec un objectif de doublement des effectifs, dans l'industrie mais aussi les services où de nombreuses formations professionnalisantes sont attractives pour les jeunes.

Proposition 4: lever les freins à l'actionnariat salarié

Associer les collaborateurs de l'entreprise à son capital constitue un enjeu essentiel pour faire bloc face à la crise et partager les fruits de la réussite une fois celle-ci surmontée. Aujourd'hui, les règles juridiques et fiscales sont complexes et peu attractives. Les actions gratuites sont soumises dès leur émission à des cotisations sociales coûteuses. Cette règle, adaptée pour limiter les dérives éventuelles dans les grands groupes cotés, n'a pas de sens pour les PME soucieuses d'associer un grand nombre de salariés à leur capital. Rendre nos salariés de véritables intrapreneurs, voilà un levier efficace pour retrouver le chemin de la croissance!

L'enjeu de la relance est crucial pour éviter une flambée du chômage, qui ne ferait qu'accélérer les déficits et renforcer les difficultés sociales. C'est en favorisant l'offre et en soutenant les entreprises que l'emploi sera protégé et développé et que nous ne léguerons pas notre dette aux générations futures.